

Le Métallo

Journal de la CGT du Site de Sochaux Mai 2015

Chapeau la retraite !

En novembre 2013, la CGT avait dénoncé le montant pharaonique provisionné dans les comptes, pour permettre à Philippe VARIN de se payer une belle retraite. Face au tollé provoqué par cette annonce, M. VARIN avait alors promis qu'il renoncerait à toucher une retraite chapeau.

Le document de référence PSA 2014 (disponible sur internet), mentionne l'octroi d'une retraite de 299 000 € bruts annuels versés à notre ancien PDG, à vie ! Plus de 10 ans de salaires d'un ouvrier perçu chaque année, et 25 000 € par mois!

Julie a moins de chance

Julie a travaillé toute sa vie à l'usine, elle a cotisé pendant 42 ans. Aujourd'hui, en retraite, elle touche en tout et pour tout, 1180 € de pension. A peine de quoi joindre les deux bouts.

Philippe, lui, n'est pas encore en retraite, il est aujourd'hui PDG du Groupe AREVA et touche un salaire très confortable. A cela il faudra ajouter les 299 000 € de retraite chapeau pour « services rendus » chez PSA pendant moins de 5 années. Et quand Philippe prendra sa retraite, sa pension viendra se cumuler avec ses autres indemnités.

Pendant ce temps, ici-bas

A l'annonce des résultats économiques 2014, la direction n'a eu de cesse d'expliquer que l'entreprise était encore convalescente et que les salariés allaient devoir se serrer encore la ceinture.

Voici trois ans que nos salaires sont gelés au motif qu'il n'y pas d'argent, **mais visiblement pas pour tout le monde**. Cela confirme ce que la CGT clame haut et fort depuis des années : « **de l'argent, il y en a dans les caisses de PSA !** »

Il suffirait juste de le répartir équitablement !

Rachats d'actions

Le 29 avril dernier, les actionnaires ont voté la possibilité de racheter des actions pour un montant pouvant aller jusqu'à 1,3 Milliard d'euros (1 341 410 320 € exactement). Une partie de ces actions pourra être distribuée gratuitement aux principaux dirigeants du Groupe, dont le PDG Carlos TAVARES, qui pourrait toucher ainsi 130 000 actions gratuites.

Le milliard d'euros que va dépenser PSA en rachat d'actions, ira soit dans la poche des actionnaires qui vendront leurs parts, soit viendra grossir le portefeuille d'actions de ceux qui décideront de les garder.

La CGT dénonce le scandale de cette politique de rachats d'actions et de retraite-chapeau.

Nous revendiquons la redistribution des bénéfices à l'ensemble des salariés du Groupe sous forme d'une Augmentation Générale forte et uniforme.



Pas d'argent pour nos bus ?

Pour tenter de justifier sa décision de supprimer les transports collectifs pour les salariés de journée, la direction évoque là aussi la nécessité de faire des économies de fonctionnement afin de permettre, ni plus, ni moins la survie de l'entreprise !

Les dernières annonces nous prouvent que ces économies faites sur le dos des salariés doivent servir à remplir les poches de certains, qui eux, n'ont pas de problèmes pour se rendre à leur « travail ».

Comme le disait un salarié transporté qui avait tenu à se rendre au rassemblement organisé par la CGT, pour réclamer le maintien des bus : *« c'est en vendant des voitures que l'entreprise gagnera de l'argent et non pas en supprimant un acquis qui permet à ceux qui créent les richesses de venir travailler. »*

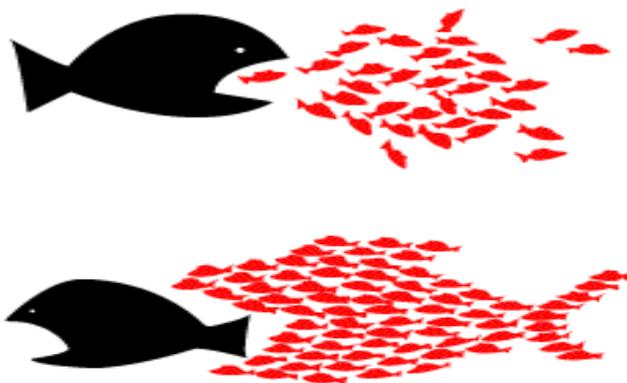
Il faut se battre ensemble

Sans vouloir alarmer les salariés en doublage qui prennent le bus, rien ne garantit que la direction, après quelques temps, ne prenne pas la décision de supprimer également ces lignes.

Lors du rassemblement sur l'auto-gare du 24 avril dernier, les salariés présents ont exprimé le souhait que l'ensemble des salariés du site, se joignent à leur mouvement pour peser efficacement sur les discussions avec la direction, et aboutir au maintien de l'ensemble des lignes de transport.

Nous devons montrer à la direction que nous ne sommes pas d'accord avec de tels projets, qui portent directement atteintes à nos conditions de travail et à notre pouvoir d'achat, déjà bien faible.

La CGT appelle les salariés à se faire entendre et à lutter ensemble pour le maintien de nos acquis !



Pas d'argent pour nos emplois ?

Il n'y a pas que les salaires qui sont gelés, les embauches, le sont aussi. Cela découle de la volonté du PDG de baisser la masse salariale de 20%, et cela se traduit par l'externalisation de pans entiers d'activités et le non remplacement des départs.

L'accord compétitivité signé en 2013 (NCS), était censé préserver les emplois, mais les effectifs PSA n'ont pas cessé de baisser au cours des deux dernières années, avec 9500 postes en moins. Seul le gel des salaires jusqu'en 2016 a été appliqué...

La Direction Recherche et Développement, les services Informatiques, le laboratoire de Belchamp et le gardiennage sont soumis à externalisation et délocalisation.

Nos conditions de travail seront également impactées par ces baisses d'effectifs. La direction souhaite fabriquer plus de voitures, avec moins de monde. Cela veut dire, plus de flexibilité, plus de précarité, et des cadences de travail très élevées.

Là aussi, réagissons ensemble pour l'avenir de nos emplois et pour des embauches en CDI.

Sécurité des personnes et des biens

A partir du 1^{er} juillet 2015, les activités de gardiennage à la portière Montbéliard, seront confiés aux effectifs de l'entreprise SECURITAS.

Ces emplois ne seront donc plus occupés par des salariés appartenant à PSA, réduisant ainsi les opportunités de changements de métiers pour les salariés à capacités restreintes, ou en fin de carrière.

Pour les salariés dont les postes sont supprimés, la CGT a demandé que chaque personne concer-

née, soit reclassée dans un poste à classification équivalente et bénéficie d'une promotion.

La direction étudie toujours la possibilité de confier les activités de sécurité incendie (pompiers) à SECURITAS.

La CGT considère qu'il faut conserver ces emplois au sein de l'effectif PSA afin de garantir un nombre de personnel suffisant et expérimenté et préserver les emplois. Il s'agit d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur un site encore important, avec de nombreuses zones à risques.

La direction ne doit pas brader notre sécurité.

Equipe de nuit

Après des mois de réclamations, la direction s'est enfin décidée à mettre en place une équipe de nuit complète sur le système 1. La CGT y est évidemment favorable mais demande la mise en place de mesures visant à améliorer les conditions de travail :

- Des embauches en CDI.
- L'augmentation des temps de pauses (aujourd'hui, 20 min de casse-croûte et une seule pause de 10 min).
- La mise en place des transports collectifs, compte-tenu de l'effectif de 900 personnes et dans le cadre de la sécurisation des résultats préventifs (accidents de la route).

Règlement Intérieur

Vous êtes nombreux à vous être exprimés contre les modifications que la direction souhaite apporter au Règlement Intérieur. Chacun d'entre vous a bien compris qu'il s'agissait d'augmenter les risques de sanctions.

La direction a donc dû reculer sur plusieurs points mais il reste encore des éléments que nous considérons comme dangereux. La CGT a donné un avis défavorable au C.E sur ce projet.

Le projet a été transmis, comme il se doit à l'inspection du travail qui nous l'espérons, aboutira au retrait de toutes les modifications présentées.



Suppressions de distributeurs

La direction continue dans sa chasse aux coûts, au point d'en devenir carrément ridicule. En effet, elle prévoit de supprimer 48 distributeurs de boissons et d'alimentation sur les sites de Sochaux et Belchamp.

Tout est fait pour nous obliger à des déplacements toujours plus longs pour obtenir une boisson ou un encas. Ce n'est pas comme cela que la direction fera baisser le taux d'accidents qui a lieu au cours des déplacements. La direction préfère modifier le Règlement Intérieur qui nous obligerait à utiliser impérativement les passages piétons.

Vente des bâtiments

La direction a finalisé la vente à PMA (Pays de Montbéliard Agglomération) de la partie nord du site : Hall emboutissage M14, PMP, usine de mécanique, terrains de l'ancienne fonderie. C'est en quelque sorte, l'aboutissement d'une politique qui a externalisé une partie des activités d'emboutissage et sous-traité la fabrication des amortisseurs.

Même si les conditions financières de cette vente restent à éclaircir, il apparaît que PMA financera à hauteur de 6, 8 millions € l'implantation de fournisseurs automobiles (Faurecia, Nedey, etc...) et que la région de Franche-Comté y participera à hauteur de 1 million €. Une subvention indirecte à PSA.

Une autre planète

Dans un article dont le titre éloquent est *Confiance*, le magazine maison Planète d'avril 2015, donne la parole à Louis GALLOIS, président du conseil de surveillance... *la confiance, dit-il, Carlos TAVARES a réussi à la transmettre au personnel. Cela se sent... depuis un an, le changement de climat est spectaculaire au sein de l'entreprise... les indispensables réductions d'effectifs sont réalisées dans le respect des personnes et de la cohésion sociale... pour ne pas mettre en péril toute l'entreprise... en mettant l'accent sur l'alternance...*

Donc, selon Louis GALLOIS, tout baigne, l'entreprise serait devenue une oasis de sérénité !

Les centaines d'employés bientôt privés de moyens de transport collectif, tous les oubliés des réorganisations, personnel du gardiennage envoyé vers la sous-traitance, spécialistes des laboratoires de physico-chimie de Belchamp et de Vélizy externalisés... autant de personnes qui sont en difficulté et souvent en grande souffrance.

Mais qu'ils soient tous rassurés, selon le président du conseil de surveillance, *tout est géré dans le respect des personnes et surtout à un niveau de dialogue social remarquable ! Ça fait chaud au cœur...*

Injustice flagrante chez Castmetal

Rappel

Depuis de nombreuses années les conditions de travail ne cessent de se dégrader dans l'entreprise Castmetal à Colombier-Fontaine

CGT du Site de Sochaux : PEUGEOT,
SENSE, STPI, ISS, SIEDOUBS

☎ : 03 81 94 25 90

Mail : cgtpsa.sochaux@laposte.net

Site internet :

<http://psasochaux.reference-syndicale.fr>

(Doubs) avec une augmentation des accidents du travail.

C'est la raison principale qui a fait que les salariés ont décidé de créer un syndicat CGT au sein de l'entreprise en fin 2014.

A partir de ce moment, la direction a mis en place un système répressif ayant pour objectif de briser ce nouveau syndicat CGT qui a pour unique but la défense des droits des salariés.

La dernière action répressive de la direction a été la mise à pied conservatoire de 5 salariés, avec des convocations à des entretiens disciplinaires le lundi 20 avril.

Depuis le lundi 20 avril, une quarantaine des salariés de l'entreprise CASTMETAL, avec la CGT, sont en grève illimitée pour exiger



l'annulation des sanctions prises par l'employeur à l'encontre de ces 5 salariés.

Collecte de solidarité

Le jeudi 07 mai, notre syndicat organisait une collecte de soutien aux salariés de Castmetal, injustement menacés de licenciements.

Merci à toutes celles et ceux qui ont participé !

Pour celles et ceux qui n'ont pas eu l'opportunité de faire un geste, il est encore possible de verser à la collecte, auprès des délégués CGT des secteurs.



La direction durcit le conflit

Le samedi 09 mai, trois salariés de Castmetal ont reçu une lettre de licenciement pour faute grave.

La direction n'a donc pas tenu compte des arguments des salariés lors des entretiens disciplinaires.

Cette dernière avait visiblement déjà pris sa décision avant même les entretiens. Pour preuve, elle avait convoqué un C.E extra le jour des entretiens disciplinaires, pour consulter les élus sur le licenciement d'un salarié protégé.

La direction de Castmetal utilise de faux prétextes pour empêcher les salariés de défendre leurs droits, en semant la peur.

Ils continuent

Réunis en Assemblée Générale, les grévistes de Castmetal ont voté la poursuite du mouvement. Ils entament donc leur 4^{ème} semaine de grève et demandent à la direction de Castmetal de cesser ces agissements antisyndicaux.

Ils appellent également l'ensemble des salariés de la fonderie à se joindre à leur mouvement, tout à fait légitime.

Les femmes de grévistes confectionnent des « gâteaux de solidarité » qu'elles vont vendre sur les marchés du Pays de Montbéliard.

Soutenons-les dans leur combat pour la justice !